



REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DU GARD  
COMMUNE AIGUES MORTES

**ARRETE DU MAIRE**

**Réf : ARR/2023/N°29/6.1**

**Objet : MISE EN DEMEURE** – Remise d'un véhicule à un centre de véhicule hors d'usage (VHU) agréé.

Le Maire de la Commune d'Aigues-Mortes,

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 541-2 et suivants

VU le code de la route, en particulier les articles L 325-1 et R 322-9 ;

VU le code pénal, en particulier l'article R 635-8 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2122-31, L 2212-1 et suivants ;

VU le procès-verbal de constatation d'infraction N° 202300025 établi le 19/01/2023 par le BCP PIRES Thierry

CONSIDÉRANT que les véhicules hors d'usage constituent un déchet dangereux classé sous la rubrique 16 01 04 de la nomenclature déchets définie à l'annexe II de l'article L 541-8 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'article R. 543-156 du code de l'Environnement dispose que les véhicules hors d'usage ne peuvent être remis par leurs détenteurs qu'à des centres VHU titulaires de l'agrément prévu à l'article R 543-162 ;

CONSIDÉRANT que le véhicule CITROEN type Xsara immatriculé 6673 XK 30, appartenant à Monsieur Damien MAIRE, domicilié 1, rue des gardians – 30220 AIGUES-MORTES, stationné sur le bas-côté de la Départementale 62 à Aigues-Mortes, est à l'état d'abandon et que ces faits constituent une infraction, aux termes de l'article L 541-3 du code de l'environnement.

**ARRETE**

**Article 1 : Mise en demeure**

Monsieur Damien MAIRE, 1, rue des gardians – 30220 AIGUES-MORTES est mis en demeure de remettre son véhicule CITROEN type Xsara immatriculé 6673 XK 30 à un centre VHU agréé. Cette mise en demeure doit être exécutée dans un délai de 5 jours à compter de l'avis de réception du présent arrêté ou de sa première présentation au domicile.

Hôtel de Ville - Place St Louis  
30220 AIGUES MORTES  
Tel. 04.66.73.90.90.  
Fax : 04.66.53.86.09  
[www.ville-aigues-mortes.fr](http://www.ville-aigues-mortes.fr)

## **Article 2 : Sanction**

Faute par le propriétaire de se conformer aux dispositions du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales prévues à l'article L 541-46 du code de l'environnement (*Tout propriétaire d'un véhicule hors d'usage a l'obligation de le remettre à un centre VHU agréé par la préfecture. Dans le cas contraire (abandon du VHU sur la voie publique), le détenteur du VHU s'expose à une peine de 2 ans d'emprisonnement et 75 000 € d'amende. Le code pénal via l'article R 635-8 prévoit également une amende de 5<sup>e</sup> classe à l'encontre d'une personne abandonnant une épave de véhicule.*) il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 541-3 du code de l'environnement (amende, astreinte, exécution de travaux d'office à la charge du propriétaire).

## **ARTICLE 3 : Délai et voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

## **ARTICLE 4 : Exécution et ampliation**

Monsieur le Directeur Général des Services,

Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,

Monsieur le Commandant la Communauté de Brigades de Gendarmerie du Grau du Roi,

Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes,

Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de commenter et de faire respecter le présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Le présent arrêté de mise en demeure est notifié à Monsieur Damien MAIRE, 1, rue des gardians – 30220 AIGUES-MORTES, par remise en main propre,

Fait à Aigues-Mortes, le 24 janvier 2023

Le Maire,  
Pierre MAUMEJEAN

